



PUBLIC / PRIVÉ

TOUS EN GRÈVE et MANIFESTATION LE 19 MARS

Les Unions départementales CGT, FO et l'UNEF de Gironde se félicitent de la réussite de la mobilisation interprofessionnelle du 5 février : 10 000 manifestants à Bordeaux, salariés, retraités, privés d'emploi, étudiants rejoints par des Gilets jaunes venus exprimer des revendications communes.

Le même jour, le projet de loi dit « anti-casseurs » a été adopté en 1^{re} lecture à l'Assemblée nationale. L'intersyndicale rappelle que ce projet permet à un préfet de prononcer une interdiction de manifester tout à fait arbitraire !

L'intersyndicale exige le retrait immédiat de cette loi liberticide qui vise à empêcher les manifestations, portant ainsi gravement atteinte à la démocratie et au droit constitutionnel. L'intersyndicale exprime sa solidarité à tous les manifestants blessés et mutilés.

L'intersyndicale condamne la campagne nauséabonde engagée par le Gouvernement qui tendrait à assimiler les nombreuses mobilisations syndicales ou Gilets jaunes à la recrudescence des actes antisémites, racistes et homophobes. Nos organisations combattent et ont toujours combattu l'antisémitisme, le racisme, l'homophobie et le sexisme.

Le Gouvernement porte une lourde responsabilité de par son attitude. Il exacerbe l'exaspération et la colère en utilisant la violence dans toutes les manifestations, notamment celles des Gilets jaunes.

Les nombreux mouvements sociaux sont l'expression d'une profonde crise sociale dont Gouvernement et Patronat sont responsables. Ce ne sont pas les quelques miettes données pour tenter de faire taire le mouvement des Gilets jaunes ni le grand débat national qui sont les réponses aux revendications légitimes exprimées !

Loin de freiner, le Gouvernement accélère ses contre-réformes de la Santé (BUZYN), de l'école (BLANQUER), du statut de la Fonction publique (DUSSOPT). Le projet de réforme sur la Fonction publique va, au contraire des exigences des mouvements sociaux, accentuer les inégalités en réduisant la qualité et le nombre des services, en démantelant les organismes consultatifs, en cassant les statuts.

Les réformes BLANQUER engagées, dans la sélection à l'entrée de l'université, associées à celles du lycée ne vont qu'accroître les inégalités sociales et créer des concurrence sévères entre les établissements et les disciplines. De même, le Gouvernement amplifie la privatisation des services publics (CAP2022, loi PACTE,...), les suppressions de services et d'emplois.

La multinationale FORD met la clé sous la porte à FAI-Blanquefort, jette à la rue 850 salariés et 2 000 emplois induits après avoir encaissé des dizaines de millions d'euros d'argent public !

Contre tout licenciement, pour garantir le maintien du site et des emplois sur place, s'il le faut, c'est la responsabilité de l'État de prendre légitimement le contrôle de l'entreprise, tout au moins une majorité dans le capital !

L'intersyndicale, consciente des dangers qui planent sur notre pays, consciente des aspirations légitimes qu'expriment les travailleurs du privé comme du public pour la justice sociale et une véritable répartition des richesses, prend ses responsabilités et appelle au blocage de l'économie par la grève, par une mobilisation la plus large possible dans et hors des entreprises.

Les Unions départementales CGT, FO et l'UNEF appellent les syndicats à prendre dès maintenant toutes les dispositions pour créer les conditions d'une mobilisation massive en organisant des assemblées générales pour débattre des moyens d'action à mettre en œuvre pour bloquer les entreprises, les administrations, les commerces et services, en réponse à l'appel national unitaire à la journée de grève interprofessionnelle du 19 mars, pour gagner sur nos revendications :

- Augmentation immédiate du SMIC à 1 800 € brut, augmentation générale des salaires, des retraites, des pensions et des minima sociaux. Revalorisation du point d'indice
- Égalité femmes- hommes
- Retrait des réformes régressives dans les fonctions publiques (CAP2022...)
- Abrogation des « lois travail » (REBSAMEN, EL KHOMRI, MACRON...)
- Renforcement de la protection sociale et du système de retraite solidaire de retraite par répartition, retour à la retraite à 60 ans, NON à la retraite par points et maintien des régimes existants
- Pour un véritable droit à l'éducation et à la formation, réinvestissement de fonds publics dans l'enseignement supérieur et la recherche
- NON à l'augmentation des frais d'inscription pour les étudiants étrangers, NON à la remise en cause du baccalauréat, abrogation de la sélection à l'entrée de l'université et de la réforme des lycées BLANQUER, augmentation des moyens pour un vrai droit à l'éducation
- Arrêt de la répression gouvernementale et retrait du projet de loi « anti-casseurs » !

TOUS EN GRÈVE LE MARDI 19 MARS

Rassemblement à 11 h 30 – Place de la République

Départ en manifestation – Fin à la Préfecture